

Les mal-aimés de Bruxelles

Les fonctionnaires européens ont le sentiment d'être choisis comme boucs émissaires de l'impopularité des gouvernements nationaux

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

« M. Ol, j'ai évidemment voté "oui", mais je suis ravi du résultat, serré du référendum. Ça invitera certains collègues en charge de l'agriculture ou de la concurrence à plus de modestie. »

Propriétaire terrien en France, en contact avec le pays profond, l'arocrate qui parle ainsi appartient à la minorité. En général, les 3 800 cadres de la Commission de Bruxelles et les 1 500 traducteurs ou interprètes qui travaillent avec eux éprouvent un profond malaise, une grande désillusion, devant la courte victoire du « oui » et les propos qui ont été tenus sur leur compte pendant la campagne.

« On a fait le gros dos pendant la campagne. On n'a rien dit. Mais tout ça a été très mal vécu, et je pense que ça laissera des traces durables », affirme un responsable de l'Association des Français fonctionnaires des Communautés européennes, qui compte 350 membres (à la Commission et dans les autres institutions communautaires). Une « note au personnel » signée dès le 24 septembre par le secrétaire général de la Commission — le Britannique David Williamson — n'a qu'à moitié pansé les plaies. Elle évoque « la période difficile » par laquelle passent les eurocrates et souligne que, comme il convenait, l'association vient d'écrire au président de la

Commission « pour lui faire part des conclusions à tirer de la campagne, déplorer les attaques contre nous et lui dire qu'on aimerait en parler directement avec lui ».

Une lettre de remerciement a été adressée à Simone Veil, une des rares personnalités politiques qui trouvent grâce aux yeux des intéressés pour son comportement pendant la campagne. En effet, à l'association, on a fort peu apprécié que « la plupart des arguments avancés pour rallier des voix au « oui » aient été négatifs ». « Au lieu de parler de notre travail, les politiques ont surtout dit que Maastricht signifiait moins de fonctionnaires, moins de pouvoir pour eux, plus de contrôle par les Etats. Comme si tout allait mieux sans nous. Les propos ultérieurs de M. Kohl n'ont rien arrangé. Nous espérons que quelqu'un mettra les choses au point au sommet de Birmingham. »

Prudence et méconnaissance

Une cinquantaine de membres de l'association s'étaient portés volontaires pour aider le Mouvement européen de Valéry Giscard d'Estaing et Jean François-Poncet à faire campagne pour le « oui » pendant leurs vacances d'été. « Il s'agissait de préparer des argumentaires, voire d'aller sur le terrain », raconte un cadre de la Direction des relations extérieures (DG I) qui « était président d'une association de défense de l'environnement en Bretagne, ne se sent nullement une âme d'eurocrate apatride ». Plusieurs

choses ont frappé ceux qui ont participé à des réunions intitulées « Les acteurs européens à la rencontre des Français », « Au niveau local, les militants des partis ne sont absolument pas formés sur les questions européennes. Dans certaines régions, les élus-majors ont d'ailleurs été d'une grande prudence, à cause de la proximité des élections sénatoriales. Certains ont pris le moins de risques possible, même chez les centristes. On aurait pu s'attendre aussi à ce que les députés européens siégeant dans les conseils régionaux s'engagent plus activement qu'ils ne l'ont fait. » Autre observation : « Nous n'avons pas répondu aux angoisses des agriculteurs. Au lieu d'évoquer les objectifs de la P.A.C. bénéfiques à long terme, on parle de « jachères ». Un mot qu'aucun paysan digne de ce nom ne peut accepter. Il faut repenser la communication de la Commission. »

Les critiques sont quasi unanimes à l'égard de la DG 10 — information et communication — grande productrice de brochures à la gloire de la Communauté, généreusement distribuées aux visiteurs mais d'un impact très relatif sur les populations. Le très performant service du porte-parole, qui tient quotidiennement une conférence de presse à l'intention des quelque cinq cents journalistes accrédités, n'est pas mis en cause. Mais un de ses membres se livre à un examen de conscience paradoxal : « Après tout, nous parlons peut-être trop. On nous entend tellement qu'on a l'impression que la Commission régent

tout. Quand nous présentons une proposition de directive, nous ne voulons pas dire qu'il est interdit aux Etats de la modifier, et ils ne s'en privent d'ailleurs pas. Mais il manque une conférence de presse bien organisée à l'issue des conseils (des ministres des Douze). Celles qui ont lieu se font à la sauve, tard à l'issue des travaux, quand tout le monde est fatigué. Les ministres qui tiennent leur propre conférence de presse (à l'intention des journalistes de leur pays, dans les locaux réservés aux représentations nationales en haut de l'immeuble du Conseil) ont la détestable habitude de présenter les résultats comme une victoire de leur délégation contre la Commission. Ce n'est pas la meilleure façon de se comporter pour créer un état d'esprit européen. »

Le procès du « parachutage »

Autre procès, instruit celui-ci par les syndicats d'eurocrates, à l'occasion du référendum français : la trop grande place prise selon eux par les fonctionnaires détachés. Faute de moyens financiers pour créer de nouveaux postes fixes, la Commission fait de plus en plus appel à des experts venus des administrations nationales et payés par elles, à l'exception d'une indemnité de séjour à la charge des Communautés. De 250 en 1989, ces « mis à disposition », pour une période temp'raire qui peut être longue, sont passés à 650 aujourd'hui. Espérant profiter de ces agents pour

faire valoir leurs vues, les grands pays ne se font pas prier pour les envoyer, notamment la France qui dispose d'une administration très efficace mesurée à l'aune de celles de certains voisins. Or, soutiennent les eurocrates de carrière, « s'il y a excès de technocratie, c'est chez ces gens-là et non pas chez nous, qui sommes le plus souvent recrutés (par concours) après plusieurs années d'expérience professionnelle hors de l'administration ».

Ces critiques s'accompagnent de remarques peu aimables sur le « parachutage » (notamment celui des membres des cabinets des commissaires qui occupent ensuite les meilleures places dans les directions générales). « Ces pratiques n'ont jamais été aussi développées que depuis l'arrivée de Jacques Delors à la présidence de la Commission. Je le dis d'autant plus librement que les énarques qui dirigent certains services sont des amis », confie un Français bien placé pour savoir de quoi il parle. Une réflexion qui rejoint celles, plutôt amusées, de certains étrangers. Selon eux, les réserves de leurs compatriotes à l'égard de la Commission sont souvent fondées sur le fait que les méthodes autoritaires de l'administration communautaire paraissent calquées sur la fonction publique française, y compris dans les services, tels ceux de la concurrence, que les Britanniques ont pris en main.

Au-delà de ces remarques, no exemptes d'arrière-pensées, mais que l'actuelle morosité permet de faire plus ouvertement que naguère il y a unanimité pour constater une nette reprise en main des affaires par les Etats. « Subsidiarité, que d choses on va défaire en ton nom ! », s'exclame un intégriste de la Commission (un de ses collègues avait si le « non » l'emportait, certain fonctionnaires européens français demanderaient la nationalité belge) ». « Déjà, au niveau de l'Etat, on chipote sur des projets de directives parfaitement justifiées » assure un expert en santé publique. Un autre, responsable d'un service de la « cellule PHARE » pour la coopération avec certains pays d'Est, observe : « Nous sommes accablés de travail, mais on nous presse d'aller encore plus vite dans la réalisation des projets. La France et la Grande-Bretagne menacent ouvertement de reprendre leur billes pour agir dans un cadre bilatéral. »

La conversation a lieu au fond point Robert-Schuman, autour duquel sont disposés la plupart de immeubles de la CEE. D'un côté, l Berlaymont, vaste building naguère occupé par la Commission et évalué par elle pour cause d'insalubrité. De l'autre, le gigantesque chantier d'où sortira bientôt le nouveau siège du Conseil. « Tout un symbole ! », dit notre interlocuteur.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

